IRAK

Au moins 99 morts dans un double attentat à Bagdad

Un double attentat à la voiture piégée contre des bâtiments officiels en plein cœur de Bagdad a fait hier au moins 99 morts et 712 blessés, un acte que le gouvernement a imputé à Al-Qaïda et «ses alliés» pour torpiller les élections théoriquement prévues en janvier.

Le premier attentat a visé vers 10H30 (07H30 GMT) le ministère de la Justice et celui des Municipalités et des Travaux publics qui se font face dans la rue de Haïfa.

Dix minutes plus tard, une seconde explosion s'est produite devant le siège du gouvernorat de Bagdad, dans le même secteur.

«Les crimes du Baâs et d'Al-Qaïda ne réussiront pas à bloquer le processus politique et la tenue des élections. C'est la même main maculée de sang qui commis les attentats du 19 août et nous punirons les ennemis de l'Irak», a affirmé dans un communiqué le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, qui s'est rendu sur les lieux des attentats. L'Irak a déjà accusé dans le passé la Syrie de donner refuge à des membres du parti Baâs de l'ancien président Saddam Hussein.

«Nous avons recensé 99 morts et 712 blessés et nous avons ramassé des membres qui pourraient correspondre à six corps», a affirmé à l'AFP un haut responsable du ministère de la Santé, en contact avec les hôpitaux.

Il a démenti un bilan fourni par une source du ministère de l'Intérieur faisant état de 132 morts et de 722 blessés. Il semble que, comme lors du double attentat du 19 août contre les ministères des Affaires étrangères et des Finances qui avait fait une centaine de morts, il s'agisse d'actions-suicides car des cratères sont visibles au milieu de la chaussée.

Peu après les explosions, des corps gisaient dans la rue ensanglantée devant les ministères, selon un journaliste de l'AFP.

Photos : DR

Recrudescence de la violence à Bagdad.

Un corps sans tête, des membres et des morceaux de chair étaient disséminés dans la rue, alors que les ambulanciers ramassaient dans des couvertures des victimes encore brûlantes. Des dizaines de voitures brûlaient et les secouristes essayaient d'extraire des passagers totalement calcinés.

La fureur des habitants était dirigée contre les autorités. «Quand les politiciens ne sont pas d'accord entre eux ils nous envoient des bombes mortelles. Nous ne voulons plus de Parlement. Qu'ils nous laissent en paix», a affirmé l'ambulancier Adel Sami. Mohammad Radi pestait, lui, contre les policiers.

«Leurs appareils ne détectent pas les explosifs, mais seulement les parfums de femme et, eux, passent leur temps à bavasser entre eux ou pendu à leur téléphone au lieu de contrôler les voitures». Au ministère de la Justice, les pompiers ont déployé des échelles pour sortir les victimes.

Mais une des victimes a retrouvé la liberté grâce aux attentats. Un policier sur place a raconté à l'AFP qu'un homme venant d'être kidnappé et se trouvait dans le coffre de la voiture quand ont eu lieu les explosions. Il a été libéré par les forces de l'ordre, alors que deux de ses ravisseurs ont été tués et le chauffeur blessé.

A l'hôpital Al-Karama, des dizaines de personnes se pressaient pour consulter la liste des victimes. «Où est Kazem, où est mon mari ? Les voisins m'avaient dit qu'il était ici, mais je ne le trouve pas», se lamente Oum Ahmad, 45 ans.

Le chef de l'armée de terre irakienne avait mis en garde samedi contre le risque d'un regain de violence dans les neuf prochains mois en raison de la tenue d'élections générales et de l'installation d'un nouveau gouvernement.

Dans un entretien à l'AFP, le général Ali Gheidan, s'est également dit préoccupé par les répercussions d'un éventuel report de ce scrutin prévu en janvier. Les dirigeants irakiens devaient se réunir hier pour tenter de se mettre d'accord sur une nouvelle loi électorale permettant la tenue du scrutin le 16 janvier.

Le Parlement a échoué mercredi à trouver un accord sur ce texte, en raison de l'âpre bataille entre Arabes et Kurdes, pour le contrôle de la région pétrolière de Kirkouk.

RUSSIE

Un leader de l'opposition assassiné dans le Caucase russe

Un leader de l'opposition russe en Ingouchie a été assassiné hier au volant de sa voiture, ont rapporté les autorités locales, tandis que des défenseurs des droits de l'homme ont dénoncé l'insécurité qui règne dans le Caucase du Nord.

Makcharip Aouchev a été attaqué par des inconnus qui ont tiré sur sa voiture au moment où il circulait sur une route en Kabardino-Balkarie, république voisine de l'Ingouchie, a indiqué la police locale, citée par les

agences russes. «Aouchev est mort au volant de sa voiture et sa passagère, blessée, a été hospitalisée», selon la même source qui a précisé qu'une enquête criminelle avait été ouverte. Makcharip Aouchev critiquait la corruption sous le régime de l'ancien président ingouche, Mourat Ziazikov, démis de ses fonctions l'an passé par le président russe, Dmitri Medvedev, et remplacé par Iounous-Bek Evkourov, victime d'une tentative d'assassinat en juin. «Plusieurs personnes en contact avec Makcharip Aouchev ont dit que le danger pour lui du temps de Ziazikov n'avait jamais disparu et qu'il continuait de recevoir des menaces», a déclaré un membre de l'ONG Memorial, Alexandre Tcherkassov, à la radio Echo de Moscou. «Au cours des dernières semaines, il avait peur d'une vengeance des services secrets», a-t-il ajouté.

De son côté, la directrice du bureau de l'ONG américaine Human Rights Watch (HRW) à Moscou, Tatiana Lochkina, a estimé que le fait d'exercer une activité d'opposant ou de défenseur des droits de l'homme dans le Caucase du Nord «devenait presque une forme de suicide».«Ce nouvel assassinat dans le Caucase du Nord illustre de manière très claire l'atmosphère d'impunité qui règne», a-t-elle ajouté, citée par l'agence Interfax. Début septembre, les principales ONG russes de défense des droits de l'homme avaient estimé que le Caucase du Nord, marqué par un fort regain de la guérilla islamiste et des exactions des forces de l'ordre organisées en «escadrons de la mort», était plongé dans une «guerre civile».

SOMALIE

Douze pirates condamnés à des peines de prison allant de 3 à 8 ans au Puntland

Un tribunal du port de Bosasso au Puntland, région semi-autonome du nord-est de la Somalie, a condamné douze pirates à des peines allant de trois à huit ans de prison, a-t-on indiqué hier de source officielle.

Le Golfe d'Aden sous haute surveillance.

Un haut responsable de la sécurité du Puntland, Abdulkadir Jama, a fait savoir que huit pirates ont été condamnés par le juge Mohamed Abdi Aware à huit ans de prison, alors que des peines de trois ans ont été infligées à quatreautres pirates arrêtés par les gardes-côtes.

Les autorités du Puntland, où se trouvent les principales bases despirates, ont déjà prononcé de lourdes peines de prison contre des dizaines de pirates remis par les forces navales internationales qui patrouillent dans l'océan Indien et le golfe d'Aden, au large de la Somalie.

PAKISTAN

Un ministre provincial abattu à Quetta

Un ministre provincial a été abattu hier par des hommes armés à Quetta, capitale de la province du Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, a-t-on appris de source policière.

Des hommes armés circulant à moto ont ouvert le feu sur le ministre de l'Education de la province du Baloutchistan, Shafiq Ahmed, devant son domicile à Quetta, capitale de la province, a déclaré à l'AFP un responsable de la police locale, Shahid Nizam Durrani.

«C'est un acte terroriste», a-t-il estimé, précisant que Shafiq Ahmed, 53 ans, utilisait rarement des gardes de sécurité et qu'il a été tué au moment où il descendait de voiture et s'apprêtait à entrer chez lui.

L'attentat a été revendiqué auprès de la presse locale par un groupe séparatiste, l'Armée de libération du Baloutchistan.

Le Premier ministre Yousuf Raza Gilani a «fortement condamné» cet assassinat, dans un communiqué. Le Baloutchistan, la plus grande province du Pakistan, frontalière avec l'Iran et

L'attentat a été revendiqué par l'Armée de libération du Baloutchistan.

l'Afghanistan, est en proie depuis trois ans à une guérilla séparatiste.

Les Baloutches réclament davantage d'autonomie politique et un meilleur partage des ressources de la province, riche en gaz naturel.

Des centaines de personnes ont été tuées depuis la fin 2004 dans des violences dans cette province, qui a aussi été touchée par des attaques attribuées aux combattants islamistes proches des talibans.

Le chef séparatiste des tribus baloutches, Nawab Akbar Bugti, a été tué par l'armée pakistanaise en août 2006.